



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

**Arrêté n° PCICP2022347-0002**  
de mise en demeure de la société SOUFFLET AGRICULTURE  
pour son site sis Avenue Beauregard sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE

---  
La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et L. 171-8 ;

**VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

**VU** le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts, et notamment les annexes II et VII-2 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 93-2788A du 25 août 1993 autorisant la société SOUFFLET AGRICULTURE à exploiter à NOGENT-SUR-SEINE des silos de stockage de céréales d'une capacité totale de 50 160 m<sup>3</sup> ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-0098 du 11 janvier 2007 pris à la suite de la mise à jour de l'étude de dangers ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 10-0786 du 26 mars 2010 pris à la suite de la modification des quantités d'engrais et de produits agropharmaceutiques sur le site ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2022117-0001 du 27 avril 2022 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 30 mai 2022 établi à la suite de la visite d'inspection du 19 avril 2022 ;

**VU** le courrier recommandé du 30 mai 2022 avec accusé réception du 1<sup>er</sup> juin 2022 de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé du 19 avril 2022, auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, à la société SOUFFLET AGRICULTURE et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à la préfète et à l'inspection des installations classées ;

**VU** les remarques de l'exploitant reçu par courrier du 16 juin 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le point 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 prescrit :  
« L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté l'absence de consignes définissant les procédures visant l'accès des secours à tous les lieux ;

**CONSIDÉRANT** que le point 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 prescrit : « En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. » ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a reconnu l'absence de surveillance de l'entrepôt par gardiennage ou télésurveillance en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt ;

**CONSIDÉRANT**, par conséquent, qu'il convient de s'assurer que les secours puissent être alertés rapidement et accéder au site à tout moment ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 4.4.3 c) de l'arrêté préfectoral d'autorisation impose notamment que :  
« Les stockages de produits qui, en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en oeuvre, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté la présence de conteneurs remplis d'huile végétale posés à même le sol, sans rétention associée ;

**CONSIDÉRANT** la présence à proximité d'un rû et de la nappe phréatique à faible profondeur au droit du site ;

**CONSIDÉRANT**, par conséquent, qu'on ne peut exclure un impact de l'huile sur les sols ou les eaux souterraines en cas de fuite ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions du point I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.181-14 du code de l'environnement prescrit : « Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté le développement de l'activité de fabrication d'aliments destinés aux animaux avec notamment la mise en place d'une mélangeuse, d'une ligne d'ensachage supplémentaire et le stockage d'aliments en vrac dans des bâtiments non prévus à cet effet ;

**CONSIDÉRANT** qu'il existe des écarts entre les volumes des silos annoncés par l'exploitant lors de la visite et ceux connus par l'administration qu'il convient de clarifier ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a effectué aucune démarche auprès de l'autorité administrative pour l'informer de modifications apportées à ses installations depuis 2008 ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE de régulariser la situation administrative de ses installations, en déposant un porter-à-connaissance ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social se situe Quai Sarraill, 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour son entrepôt de NOGENT GARE sis Avenue Beauregard à Nogent-sur-Seine, de respecter :

- ◆ **Sous 1 mois**, les dispositions suivantes de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts sous la rubrique n° 1510 :
  - Point 3.5 relatif aux documents à disposition des services d'incendie et de secours ;
  - Point 25 relatif à la surveillance et aux conditions d'accès du site ;
- ◆ **Sous 2 mois**, les dispositions de l'article L. 181-14, en déposant un porter-à-connaissance informant la préfète de l'ensemble des modifications apportées au site depuis 2008 ;
- ◆ **Sous 4 mois**, les dispositions de l'article 4.4.3 c) relatif à la rétention associée aux conteneurs d'huile végétale ;

### **Article 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société SOUFFLET AGRICULTURE.  
Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise au sous-préfet de Nogent-sur-Seine et à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **13 DEC. 2022**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Christophe BORGUS

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.